

mes n'étaient pas seulement des organes de distribution, ils remplissaient un rôle politique; c'étaient des instruments à l'aide desquels l'Etat assujettit la classe ouvrière. En refusant des matières premières à tel ou tel groupe d'ouvriers, le Conseil Supérieur les tenait tout simplement à sa merci. Il est un fait évident qu'une coordination des diverses industries s'effectue beaucoup plus rapidement et efficacement par en haut, mais le prix dont les ouvriers payent une telle coordination est trop élevé, car ça ne leur coûte rien moins que la disposition des moyens de production eux-mêmes, c'est-à-dire qu'à ce prix le communisme... disparaît complètement.

Pour ce qui est de la consommation du produit, Varga admet en théorie que la part du produit doit être égale pour tous. Il indique que les ouvriers eux-mêmes s'opposèrent au début à une telle répartition. Comme dans le communisme d'Etat, les prix et les salaires continuent à subsister. Varga s'attache à expliquer sur quelles bases l'Etat doit fixer le prix des produits livrés à la consommation. Si l'Etat fixe le prix des produits au niveau du coût exact du produit il ne lui reste plus rien pour couvrir les frais d'entretien des groupes improductifs de la population (l'armée, les fonctionnaires, instituteurs, chômeurs, malades, invalides). Il ne resterait plus rien non plus pour développer la production, ce dont un Etat prolétarien a cependant encore plus besoin que le capitalisme. En principe, il faut donc fixer les prix au niveau du « coût social de production ». Il faut comprendre sous ce terme le coût réel des marchandises augmenté d'une majoration suffisante pour couvrir les frais d'entretien des non-producteurs et pour permettre une véritable accumulation.

Comme il n'était pas possible de fixer le « coût social de production », le gouvernement fut contraint de pratiquer une « politique des prix ». Dans un pareil système, la lutte pour le pouvoir n'a pas disparu, car ce sont les groupes sociaux qui sont au pouvoir qui décident de la répartition de la production. Il y a donc là des rapports de maîtres à sujets qui s'établissent

et qu'on s'efforce de voiler en accordant un certain pouvoir d'auto-administration aux assujettis. En Russie, par exemple, tous les consommateurs furent embri-gadés dans des coopératives de consommation qu'ils purent « librement » administrer. Cela n'empêchait pas que c'était le gouvernement qui disposait de la production et par là s'élevait au-dessus du prolétariat.

Le communisme a, par contre, pour but de faire du travail la condition de la consommation. Chaque travailleur, par son travail, doit avoir la part qui lui revient de la production sociale. Non pas que ça soit là un système qui réalise une égalité ou une justice parfaite. Ce sont là des choses qui n'existeront peut-être jamais. Mais c'est la seule manière d'abolir le salariat et de faire disparaître tout assujettissement du travailleur.

LE TRAVAIL SOCIAL GENERAL NECESSAIRE

Par rapport à la consommation, il existe deux types différents d'entreprises, les entreprises du premier type livrent leurs produits à la consommation en échange des certificats de travail qui leur sont remis par les consommateurs, nous les appellerons les entreprises du type productif. L'autre type d'entreprise travaille « gratuitement », il réalise le principe de la prise selon les besoins; ce sont les services publics ou les entreprises réalisant le travail social général nécessaire. A ce genre d'entreprises appartiennent, par exemple, toutes sortes de conseils économiques et politiques, les bureaux pour la comptabilité générale, des institutions d'hygiène, d'enseignement, la construction et l'entretien des parcs, des institutions culturelles et sociales. Toutes ces entreprises utilisent comme les autres des moyens de production, des matières premières et leurs ouvriers doivent être nourris et vêtus comme tous les autres, cependant pour certaines il est impossible pour d'autres non souhaitable qu'elles se fassent payer leurs services par les usagers au moyen d'argent de consommation, comme c'est le cas pour les autres entreprises. Ces entreprises travaillent donc

gratuitement et leurs usagers « puisent au tas ».

Il est évident que tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de ces entreprises doit être produit par les ouvriers des entreprises du type productif. Les ouvriers ne pourront donc pas toucher le produit intégral de leur travail. La question est seulement celle-ci : quelle est la part du produit qu'ils devront laisser tomber à cette fin ?

La détermination du coût de fonctionnement des services publics n'offre bien entendu aucune difficulté particulière. Ces entreprises tiennent une comptabilité ou figurent les trois postes connus : moyens de production (M.O.), matière première (M.A.) et travail vivant (T.). L'ensemble de ces entreprises dressent un budget d'ensemble de leurs besoins. Si ce budget est par exemple le suivant : M.O. (8 millions) + M.A. (50 millions) + T. (50 millions) = 108 millions d'heures de travail, nous savons que l'ensemble de la société devra prendre sur la partie consommable de son travail productif direct 108 millions d'heures de travail pour faire fonctionner les services publics.

La solution courante qui nous était offerte jusque maintenant était celle qui consistait à faire supporter jusque maintenant ces frais par l'Etat. C'est aussi la solution capitaliste qui récupère les avances faites à ces industries grâce à des contributions directes ou indirectes. En Russie, la solution est trouvée par le fait que c'est l'Etat qui encaisse les bénéfices réalisés par les diverses entreprises; d'autre part, l'Etat établit des impôts indirects. La vente d'alcool, détenu en monopole par l'Etat, est aussi un moyen pour se procurer de l'argent. La Hongrie soviétique agissait de même grâce à sa politique des prix.

Il est vrai que de nombreux théoriciens préconisent d'autres solutions. En général, ils admettent que le coût des services publics doit être calculé d'une façon minutieuse. Ce coût intervient ensuite pour déterminer le coût définitif des produits. Le coût des services publics est donc introduit

dans le coût des marchandises. Cette solution est, à notre avis, à repousser car elle embrouille le calcul de coût des marchandises et voile la productivité des entreprises. La seule solution qui nous semble compatible avec le but d'affranchissement des travailleurs posé par la révolution, est celle qui consiste à déduire directement du fonds de consommation ce qui est nécessaire au fonctionnement des services publics, par une réduction des bons de consommation délivrés aux producteurs. Il faudrait alors calculer le *taux de paiement*, c'est-à-dire la partie de la production sociale qui revient au producteur pour une heure de travail, défalcation faite de la quote-part destinée au fonctionnement des services publics. Prenons que le budget des entreprises productives se présente sous cette forme :

M.O. (100 millions d'heures de travail)
+ M.A. (600 millions d'heures de travail)
+ T. (600 millions d'heures de travail) =
P. (1,300 millions d'heures de travail).

Nous savons que de cette masse de 1,300 millions d'heures de travail, il ne reste que 600 millions pour la consommation, le reste devant servir à reconstituer les moyens matériels (moyens de production et matières premières) nécessaires à l'ouverture d'un nouveau cycle de production. C'est sur ces 600 millions que devra être pris ce qui est nécessaire au fonctionnement des entreprises de services publics. Admettons que le budget annuel de ces dernières s'élève à 108 millions d'heures de travail, somme qui se décompose ainsi :

M.O. (8 millions d'heures de travail) +
M.A. (50 millions d'heures de travail) +
T. (50 millions d'heures de travail) = Ser-
vices (108 d'heures de travail).

Le fonds de consommation proprement dit se verra amputer de ces 108 millions d'heures de travail que la société affecte directement au fonctionnement des services publics. Le fonds de consommation est de 650 millions d'heures de travail (600 millions dans les entreprises productives et 50 millions dans les services publics). La défalcation pour les services publics une fois opérée, il ne restera plus que 650 - 108 = 542 millions d'heures de travail